

**Gaylord Le Chequer** à Madame la Maire, mes chers collègues,

Vous nous permettrez de faire un parallèle entre l'échange que nous sommes censés avoir ce soir et votre ambition affichée en Une du site internet de la ville en matière de participation des habitants à la vie locale.

Ainsi donc, la municipalité entend « faire évoluer les formes de contribution des Montreuillois-es à la décision publique et enrichir ainsi la démocratie représentative en alimentant un dialogue continu sur l'intérêt général ».

Dans la pratique, ce soir, comme le 16 décembre dernier avec l'échange relatif à la politique municipale en matière de santé destiné à faire glisser la pilule de la fermeture inopportune du centre de santé voltaire, vous provoquez une parodie de débat sur un sujet pour lequel vous avez tenu la population écartée. Quelle est la place accordée aux Montreuillois ?

C'est à l'Association Montreuilloise des Usagers des Transports Collectifs (AMUTC), et à elle seule, que l'on doit le travail d'explication et de concertation mené, avec minutie et finesse, par les membres de cette association.

Rendez-vous compte, dans le cadre d'un débat fondamental, relatif au choix d'un projet de réseau de transport public du Grand Paris et Projet Arc Express, l'une des principales villes du département, l'une des plus importantes villes de la Région Ile de France, a trouvé le moyen de n'organiser aucun débat public, aucune réunion publique d'information, aucun projet de concertation. Vous vous êtes limitée madame Voynet, à renvoyer une poignée d'habitants mobilisés vers les réunions de la Commission Nationale du Débat Public et notamment celle qui s'est tenue à Rosny-sous-bois où l'un des rares élus montreuillois présent était notre collègue Jean-Pierre BRARD.

Le 8 décembre dernier, l'AMUTC, elle encore, vous interpellait pour étudier, avec vous, les moyens qui pourraient être mis en œuvre avec les populations de Montreuil et des villes concernées pour peser et convaincre les différents décideurs et notamment ceux du Conseil Régional et de la Société du Grand Paris de la nécessité absolue de réaliser l'arc plus proche de Paris, celui qui doit desservir Montreuil. Quelles actions ont été menées par la ville en ce sens ? Aucune.

Nous voilà donc aujourd'hui à constater et commenter des décisions prises dans les grands salons ministériels avec quelques hauts responsables politiques régionaux ou départementaux, toutes tendances politiques confondues. Dans les interventions qui ont précédé la mienne, nous avons pu entendre la longue énumération des rendez-vous et réunions qui se sont tenues entre les hautes personnalités politiques qui composent notre ville et les hauts responsables ministériels. A se demander si ce qui nous est demandé ce soir serait de savoir qui a eu le plus de réunions... Mais une fois encore, où sont les Montreuillois ?

Nous voilà donc aujourd'hui encore, comme le 16 décembre, comme le 8 janvier, à commenter des décisions prises par tel ou tel avec en arrière plan la campagne électorale et les règlements de comptes qui accompagnent toujours ces périodes là.

Les votes émis par nos deux collègues conseillers généraux sont incontestablement regrettables au strict regard des intérêts de notre ville et des populations des quartiers concernés. Mais une fois que l'on a dit cela, posons-nous aussi la question des moyens politiques que vous avez déployés mesdames Voynet pour peser sur l'avis de 2 de nos 3 représentants montreuillois au Conseil général ?

Jusqu'à preuve du contraire, l'un des deux conseillers concernés était membre de votre majorité il y a très peu de temps encore et c'est à lui que nous devons d'ailleurs la rédaction du PLU que vous avez subtilement retiré de l'ordre du jour de notre conseil pour nous éviter ainsi d'avoir à vous rappeler que finalement, vous partagez vous et lui la même vision, le même projet politique pour demain.

Vous êtes restée totalement passive, vous faisant de fait complice de décisions que vous contestez ce soir, à la veille du premier tour des élections cantonales.

Ces stratégies politiciennes de courte vue sont désastreuses, car, in fine, ce sont toujours nos concitoyens qui en font les frais. Rappelez-vous les déclarations larmoyantes des uns et des autres au lendemain de l'annonce, par le nouveau maire de Noisy-le-Sec de sa décision, prévisible, de remettre en cause une nouvelle fois le tracé du tramway tant attendu à Montreuil. A force de jouer au billard à bandes entre élus, voilà le résultat concret pour les populations de nos villes et de nos quartiers. De ce point de vue, nous partageons l'idée et la proposition émise par Georges BERTRAND au nom de l'AMUTC pour que soit recherché, le plus rapidement possible, un compromis avec le maire de Noisy afin de nous permettre de remettre le projet de prolongement du T1 sur les rails.

Pour notre part, dans cette affaire, nous retiendrons le fait que Jean-Charles NEGRE, conseiller général communiste de Montreuil d'une part et Dominique Attia au nom du groupe communiste, ont été les seuls, avec nous, élus Rassemblement de la Gauche Citoyenne et Parti de Gauche, à vous rappeler régulièrement le fait qu'il était essentiel dans ce dossier de faire entendre la voix de Montreuil dans ce débat essentiel pour l'avenir de notre ville.

Nous avons toujours pensé qu'il était possible de faire bouger les lignes, si vous vous donniez les moyens de faire participer massivement et activement les Montreuillois au débat. Pour nous, ce débat devait poser comme préalable l'impérieuse nécessité :

- d'un développement fondé sur la solidarité, la coopération et les complémentarités entre les territoires, ce qui implique une desserte des quartiers enclavés.
- un modèle d'aménagement solidaire et écologique du territoire, pour éradiquer la ségrégation sociale, modèle auquel vous tournez le dos avec votre PLU.
- un refus catégorique que le financement des équipements futurs soit assuré uniquement par les usagers et la population.
- la nécessité d'une maîtrise publique de l'ensemble du réseau de transport.

Madame, la maire, mes chers collègues, votre manque de détermination dans ce dossier, votre refus de vous appuyer sur l'intelligence et la force du collectif et de vous cantonner à l'action quelque peu bureaucratique du politique conduit donc ce soir à une controverse, sans vote, sans délibération. Vous restreignez l'intervention publique et citoyenne dans un débat qui concerne pourtant largement la population. Tout ceci est regrettable.

Pour notre part, et pour répondre concrètement à la question précise soulevée par l'AMUTC, les élus Rassemblement de la Gauche Citoyenne et Parti de Gauche sont disponibles pour accompagner et soutenir toute initiative qui irait dans le sens du déblocage du projet de tramway T1, du prolongement des lignes 9 et 11 du métro jusqu'à l'hôpital.

Enfin, au sujet du projet Grand Paris Express, notre préférence se porte bien sûr sur le choix du tracé direct d'Arc Express qui desservirait Montreuil en passant par l'hôpital. La collectivité dispose de moyens matériels, logistiques et humains qui nous permettent de mener cette bataille et de mobiliser largement les habitants. Madame VOYNET, ouvrez la voix et les élus que nous sommes seront du combat, dans l'intérêt des Montreuillois.